

**Avec
Clémentine
Autain**

La vie meilleure

**Reprendre la main
Satisfaire nos besoins
Sécuriser nos vies**

Ce texte est mon projet. Il propose un sens, des objectifs, une autre logique dans la conduite des politiques publiques. Il met en avant de nombreuses propositions pour en saisir la dimension concrète et des mesures budgétaires fortes permettant de les financer. Le programme que nous proposerons aux Françaises et aux Français doit être bâti dans le cadre du rassemblement des gauches et des écologistes. Il aura vocation à hiérarchiser les priorités et à en préciser le financement.

POURQUOI JE SUIS CANDIDATE



Je veux représenter la gauche et les écologistes à l'élection présidentielle de 2027. Pour porter un projet, celui d'un État qui nous donne les moyens de reprendre la main. Pour satisfaire nos besoins authentiques et sécuriser nos vies. **Ce que je défends, c'est la vie meilleure. Pour toutes et tous.**

Ma candidature, je l'ai murie personnellement et politiquement. Je mesure pleinement la responsabilité d'un tel engagement. J'ai accumulé suffisamment d'expériences pour me sentir capable d'assumer ce rôle fédérateur dans ce moment d'instabilité nationale, de menace de l'extrême droite et de bascule du monde.

Ma vie m'a appris à être solide. Comme tant d'enfants, j'ai subi de la maltraitance. Comme tant d'étudiants, j'ai connu la galère du cumul cours/emploi à mi-temps, bien que boursière au dernier échelon. Comme tant de femmes, j'ai été victime de viol. Et en politique, j'ai affronté la violence sexiste mais aussi la brutalité de la purge de la France Insoumise.

Je me qualifierais de « résiliente » si ce mot n'était pas devenu une manière de taire les responsabilités collectives, de renvoyer les victimes à elles-mêmes pour surmonter leurs souffrances. Je préfère vous dire la vérité : la colère à l'égard de l'ordre existant, les rencontres que j'ai eu la chance de faire, l'engagement féministe, la fidélité à ce que je crois juste et la volonté de comprendre les autres m'ont rendue plus forte, plus empathique, plus combattive. Si mon quotidien est aujourd'hui confortable et apaisé, ma révolte est intacte. Et mon esprit de responsabilité s'est déployé.

C'est précisément de cette capacité à surmonter les épreuves, à se remettre sur pied et à tracer un chemin d'avenir dont notre France a besoin. C'est cette ténacité qu'il nous faut pour affirmer nos principes quand la vague autoritaire et réactionnaire veut détruire ce qui fonde la République et l'État de droit, ce qui permet la justice et la liberté.

Fille d'artistes, c'est par le sensible que sont nées mes convictions politiques. Je suis convaincue que nous avons besoin d'authenticité et d'humanité. Et que l'affaiblissement de la place des arts et de la culture, transformés en marchandises et divertissement, nous fragilise.

Habitante puis élue de Seine-Saint-Denis depuis 2014, je suis nourrie au quotidien par la réalité de citoyennes et citoyens riches de leur diversité et créativité, mais particulièrement victimes des inégalités et du désengagement de l'État. Je veux agir pour la dignité et la fierté des classes populaires.

Engagée en politique depuis trente ans, j'ai eu la chance de sillonner notre France belle et rebelle, ses villages et métropoles, ses ruralités et quartiers populaires.

Et de constater combien l'éloignement des services publics, la désindustrialisation ou le recul des lieux de sociabilité nous abîment, partout. **J'ai acquis la conviction que l'égalité doit désormais se penser entre les individus et entre les territoires. J'ai vu aussi le travail et le dévouement de toutes celles et ceux qui font tenir notre pays.** Et l'énergie incroyable qui se déploie pour faire vivre la solidarité et l'écologie concrète.

Historienne de formation et auteure de plusieurs essais, c'est également avec l'apport de la connaissance scientifique et le temps de la réflexion que je fonde mes positions politiques.

Loin de la mauvaise foi et du mensonge sur lesquels prospère et se meurt la vie politique aujourd'hui, je suis attachée à la vérité. Et j'aime les idées quand elles se matérialisent et se confrontent à la complexité, au lieu de rester enfermées dans le dogme.

Loin de l'aigreur et de l'esprit de vengeance que je laisse à mes adversaires ou concurrents, j'ai la culture du rassemblement. L'heure n'est pas à ressasser les divergences et vieux règlements de comptes mais à dépasser des clivages anciens pour se hisser à la hauteur de la gravité du moment.

L'union de toutes les gauches et des écologistes est notre responsabilité historique. C'est mon combat. C'est une clé essentielle de notre victoire. C'est ainsi que nous créerons une dynamique populaire et que nous pourrons accéder au second tour de l'élection présidentielle – je rappelle que la gauche n'y est arrivée ni en 2017, ni en 2022.

Ainsi nous pourrions en finir avec la macronie et empêcher le clan Le Pen d'accéder au pouvoir en France, alors qu'il a le vent trumpiste dans le dos, le Medef chaque jour un peu plus dans la poche et la bollorisation des médias à son service. Et c'est donc ainsi que nous relancerons la dynamique de progrès humain.

Une gauche franche et collective, au service d'une transformation en profondeur du pays : là est mon engagement depuis toujours. Je veux rompre avec ces politiques qui ont laissé la logique du profit organiser la société, au détriment de la planète et de nos vies quotidiennes. Je veux ancrer notre politique dans la modernité des luttes émancipatrices d'aujourd'hui.

C'est contre toutes les formes d'exploitation, de domination, d'aliénation, pour tous les combats émancipateurs que je suis engagée. Là est la voie de la liberté véritable de chacune, de chacun.

Aujourd'hui, nos quotidiens se détériorent au rythme où se diffuse le sentiment que *plus rien ne marche* et que *nos enfants vivront moins bien que nous*. Car nous payons l'addition de la mondialisation néolibérale et d'une technocratie méprisante au pouvoir. Notre modèle de production et de consommation épuise nos ressources naturelles, nos forces de travail, nos désirs.

Aujourd'hui, le sentiment de déclin et de déclassement, d'insécurité et de peurs multiples, se répand comme une trainée de poudre. Le dérèglement climatique s'aggrave de jour en jour, menaçant l'habitabilité de la planète. Les liens se distendent et la déshumanisation

est en marche. Les ultra-riches et les multinationales font sécession en échappant à l'impôt, au mépris de la justice fiscale et du bien commun.

Aujourd'hui, la bascule du monde porte la menace d'un nouvel ordre fondé sur la loi du plus fort, la jouissance des dominants, la destruction de l'État et des règles de droit, le déni climatique, la post-vérité. **La France ne sera plus la France si elle sombre dans la vassalisation, subissant l'ordre du monde que veut nous imposer l'internationale autoritaire et réactionnaire.** Et l'Europe, au lieu de se coucher, a vocation à constituer un levier, en lien avec les pays du Sud, pour affronter la logique impérialiste et prédatrice qui s'avance.

Il n'y a pas de fatalité à ce monde égoïste et dangereux, à la vie chère et à l'insécurité alimentaire, aux pollutions et à la précarité, au mal travail et au mal logement, aux déserts médicaux et aux urgences saturées, aux délocalisations et à la désindustrialisation, aux violences faites aux femmes et au narcotrafic, au racisme et à l'antisémitisme, au chaos institutionnel et au rejet des institutions, à l'obscurantisme et à la perte de sens qui nous angoissent et nous abîment. À condition de s'y opposer et de proposer un tout autre chemin.

Car ce sont des choix politiques. Nous pouvons donc en faire d'autres.

Comme l'écrivait Paul Éluard, « il y a assurément un autre monde, mais il est dans celui-ci ». Dans la septième puissance économique mondiale, forts de notre histoire, de notre patrimoine, **nous avons des atouts pour rendre à la population française la vie meilleure et à la France,**

son influence. Je veux partir de ces atouts, des expérimentations, des énergies considérables disponibles pour le bien commun. J'aime notre pays, son peuple indocile, la diversité incroyable de ses paysages et de ses terroirs, son sens de l'innovation.

La France est riche de sa population, qui est formée, cultivée, créative. Elle a dans ses tripes la passion de l'égalité et l'esprit critique. Elle a pensé la laïcité comme un instrument de la paix civile. Elle a porté une haute idée de l'État tout en s'honorant d'irriguer la scène internationale de sa vision du progrès. Elle a le goût de la liberté.

Avec la Révolution française, nous avons su mettre fin à une société hiérarchisée, fondée sur les ordres et la monarchie. La quête d'un idéal émancipateur combinée à des luttes populaires nous ont permis de bâtir notre modèle social, un système de protections et des services publics à *la française*. Nous avons développé les médiations – syndicats, associations, assemblées représentatives, médias... – et institué un État de droit. Ensemble, nous avons mis sur pied le code du travail et inventé la Sécurité sociale.

Loin des sinistres fièvres colonialistes ou pétainistes, d'une vision immuable et fermée sur elle-même de l'identité française, **c'est la soif d'égalité et de démocratie portée par notre peuple qui a fait avancer la liberté et façonné notre grandeur.**

Mon projet, c'est d'abord de nous donner **un objectif**, à la fois simple et ambitieux : **satisfaire nos besoins authentiques**. Cela suppose de sortir de la marchandisation généralisée, et des emplois qui aient du sens et permettent de bien vivre.

Pour y parvenir, je propose **une méthode : transformer l'État** pour qu'il nous serve au lieu de servir les intérêts des marchés financiers. L'esprit public doit être aux commandes, et la justice fiscale, la bifurcation écologiste et la réindustrialisation, enclenchées.

Je porte **une ambition : sécuriser nos vies**. Cela implique de nouvelles protections sociales, une lutte déterminée contre les violences et les discriminations, un investissement massif dans ce qui fait lien et sens pour améliorer nos quotidiens.

Je veux enfin que la France retrouve son influence et son rayonnement sur la scène internationale, pour promouvoir un ordre du monde fondé sur le droit, la justice et la coopération.

Tout cela ne sera possible que si nous refondons notre République, pour renouer un lien de confiance entre citoyennes, citoyens, institutions et politiques.

Ce projet, je veux le faire vivre pour vous et avec vous. Vous pouvez compter sur mon énergie et ma détermination. **Jusqu'à la victoire.**

SATISFAIRE NOS BESOINS AUTHENTIQUES

A stylized floral illustration in shades of orange and white on a solid orange background. The illustration features a large rose on the left and a sunflower-like flower on the right, with various leaves and stems scattered throughout the lower half of the page.

Depuis plus de quarante ans, la compétitivité et la productivité sont les objectifs assignés à notre société par la pensée dominante. La baisse de la dépense publique et du prétendu « coût du travail » sont les buts poursuivis avec dogmatisme par les gouvernements successifs. Or cette « politique de l'offre » est un échec : nous le savons, elle ne ruisselle pas. Elle conduit en revanche à un mouvement sans précédent de marchandisation qui renforce les inégalités et l'inaction climatique.

Avec l'aide des politiques publiques, des pans toujours plus grands de nos vies sont soumis à la loi du profit. Car ceux qui détiennent le capital veulent toujours plus de rendement, toujours plus vite. Pour assouvir cette mainmise croissante sur la plus-value, ils possèdent deux leviers : comprimer les salaires et rémunérations de celles et ceux qui produisent les richesses, et nous faire consommer toujours davantage, des produits à l'obsolescence toujours plus grande.

C'est pourquoi, contrairement au mythe de l'abondance et de la fin de la rareté promise par les défenseurs

du capitalisme, la marchandisation généralisée empêche de répondre aux besoins fondamentaux de toutes et tous. À l'aide du marketing et de la publicité, de l'identification à la marque mais aussi du dévoiement de l'innovation technologique, elle crée des besoins artificiels qui détruisent la planète, nos forces de travail et nos désirs.

Le moteur du profit n'est pas la quête du bien commun. Mon ambition : **faire reculer la place de la marchandisation pour satisfaire les besoins authentiques** qui permettent à chacune, chacun d'accéder à la dignité et à la liberté.

Il n'y a pas de vie meilleure sans la vitalité de nos centres-villes et de nos villages. La place des services publics, à égalité, est décisive. Celle des commerçants et des artisans, qui font vivre notre économie de proximité, non-délocalisable, doit être encouragée par les politiques publiques.

PAS DE VIE MEILLEURE SANS BIFURCATION ÉCOLOGISTE

Pour accéder à une vie meilleure, il faut déjà que la vie humaine ne soit pas menacée par la suractivité humaine. **Le climat est une urgence civilisationnelle : le préserver est un besoin collectif fondamental.** L'enjeu, c'est l'habitabilité humaine de la planète alors qu'elle est menacée par un régime économique qui ignore les limites de nos ressources naturelles.

La préservation de l'écosystème doit irriguer l'ensemble de l'action publique. Il n'y a pas de recette miracle,

ni proposition unique en la matière. C'est une multitude de transformations, dans tous les domaines, qui contribueront à stopper le dérèglement climatique et la destruction des équilibres écologiques. Nous avons donc éminemment besoin de détermination et de capacités d'entraînement. En un mot : de volonté politique.

**Mon objectif :
que la bifurcation
écologiste rime avec
la vie meilleure, et
non avec contraintes
et restrictions pour
le grand nombre.**

L'écologie est aujourd'hui ressentie par trop de nos concitoyens comme un obstacle au plaisir, à la liberté, au mieux vivre. Je veux que nous sortions de cette contradiction. D'ailleurs, « fin du monde, fin du mois : même combat » est un slogan d'époque qui dit l'imbrication entre le recul des inégalités et les avancées pour le climat. Mon objectif est que la bifurcation écologiste rime demain avec la vie meilleure, et non contraintes et restrictions pour le grand nombre.

Au lieu de leçons moralisantes sur les comportements individuels qui visent en premier lieu les classes populaires, pourtant beaucoup moins préjudiciables pour le climat que ceux des ultra-riches, je veux engager de grands changements structurels. Les gestes individuels bons pour la planète sont importants mais pour obtenir de vrais résultats, rendre l'écologie populaire, nous devons engager des réformes d'ampleur qui agissent sur l'organisation sociale. Par exemple, au lieu de stigmatiser celles et ceux qui roulent en diesel parce qu'ayant été in-

cités à le faire et sans autres moyens pour se déplacer, je veux que nous leur offrions une alternative à la voiture ou les moyens d'en avoir une moins polluante.

Je souhaite également valoriser les pratiques populaires - le suffisant plutôt que le gâchis, l'occasion et la réparation plutôt que le rachat neuf... - **qui sont plus favorables à l'environnement que celles des catégories sociales aisées.** Il faut faire confiance aux Français : dès qu'ils et elles le peuvent, ils optent pour des pratiques écologiques. Une bonne partie d'entre eux répare sa voiture, construit sa maison, jardine, fait ses conserves. Pour toutes ces pratiques, je veux que la réglementation leur facilite la vie. **Nous ne dirons jamais assez combien les classes populaires ne sont pas le problème mais la solution.**

BÂTIR LES CONDITIONS DE LA LIBERTÉ

La vie meilleure, c'est avoir accès à une alimentation saine, aux soins, à un logement digne, à l'éducation, à la culture ou encore à la mobilité. Telles sont les conditions de la liberté véritable. Les inégalités et la pauvreté ne doivent pas seulement se penser de façon monétaire mais en termes de libertés d'action, de capacités à agir et à choisir. Si vous avez un emploi mais que vous dormez dans votre voiture, si vous êtes malades parce que vous n'avez pas accès aux soins, si vous ne savez pas lire parce que vous avez été tôt en rupture scolaire, vous subissez des entraves à votre émancipation.

La première nécessité, c'est une alimentation de qualité. Je veux en faire une grande priorité nationale. C'est un enjeu à la fois de santé publique, d'environnement, d'emplois, de lien et de culture et fédérateur au pays de la gastronomie.

Nous ne mourrons plus de faim en France, et c'est un progrès. Mais **les inégalités sont dans l'assiette, la précarité alimentaire explose et nous subissons une nourriture dangereuse pour notre santé**, aux goûts standardisés. Pendant ce temps, trop de paysans ne peuvent pas vivre de leur travail, et en particulier ceux qui produisent l'alimentation la plus qualitative, sans polluer les sols.

Les leviers pour changer cette situation insensée sont nombreux : inscrire dans notre Constitution le droit à une alimentation saine, instaurer des prix-planchers pour les paysans, et mener la bataille du financement de la PAC qui favorise aujourd'hui une agriculture productiviste, utiliser la commande publique (cantines des écoles, restaurations collectives des Ehpad, des hôpitaux ou des collectivités), soutenir et transformer l'aide alimentaire et les épiceries sociales pour une meilleure qualité des produits et plus de cohésion sociale...

Je veux également développer les caisses alimentaires, qui reposent sur la logique du « chacun selon ses moyens, chacun selon ses besoins », se créent partout en France à un rythme soutenu et préfigurent la sécurité sociale de l'alimentation que j'appelle de mes vœux – j'y reviendrai.

Le secteur de l'alimentation est un gisement d'emplois qui ont du sens. Sa transformation induirait de fortes économies puisque 19 milliards d'euros par an sont au-

jourd'hui consacrés dans le budget de l'État à réparer les dégâts de notre alimentation¹.

Je veux sortir de cette méritocratie brandie pour masquer le capital social et culturel de départ de ceux qui engrangent les diplômes.

Même si nous serons moins malades en mangeant mieux, **l'accès aux soins est un besoin vital**. C'est pourquoi nous devons démarcher le secteur de la santé qui n'a pas à être rentable ou profitable : il doit nous soigner, partout, toutes et tous.

Un accès à égalité, sur tout le territoire français, à des soins de qualité suppose un investissement public et de la solidarité. Or aujourd'hui, le financement de la sécurité sociale a beau être en hausse, il ne suit pas la courbe des besoins qui ont augmenté en raison de l'allongement de la vie, des progrès scientifiques ou du manque de prévention.

Il est urgent de mettre fin à la logique de rentabilité qui est coûteuse dans notre système de soins, à commencer par la tarification à l'acte qui donne lieu à l'épuisement des personnels, que nous peinons toujours plus à recruter. **Il nous faut des centres de santé de proximité partout en France, et créer une école d'infirmières et infirmiers, avec une formation rémunérée**, moyennant plusieurs années dues au système de santé public.

Mettre en partage pour notre santé, c'est empêcher

1. C'est ce que l'État a dépensé en 2021 pour réparer et compenser les impacts négatifs de notre système alimentaire, selon une étude publiée par le Secours Catholique, Caritas, le réseau Civam, Solidarités paysans et la Fédération française des diabétiques, en s'appuyant sur les travaux de recherche du Basic.

un système à deux vitesses, dans lequel les plus riches ont recours au privé qui leur offre, à des prix exorbitants, de bonnes conditions de prises en charge pendant que le reste de la population subit les déserts médicaux et les urgences saturées.

Le logement fait incontestablement partie des nécessités élémentaires. **Mon horizon, c'est que chacune, chacun ait un toit et soit épargné du mal-logement.**

Or de nos jours, le logement est devenu la première dépense des ménages, atteignant près de 40% du budget pour les plus modestes, et sa marchandisation accroît les inégalités tant sociales que territoriales. L'explosion de son prix et de l'habitat indigne doit être combattue.

Le logement social est ma priorité. Puisque 80% des 2,8 millions de demandeurs relèvent du parc très social, nous devons prioriser la construction de logements qui en relèvent (PLAI). Et adapter notre offre aux nouvelles configurations des foyers, notamment aux familles monoparentales et personnes vivant seules.

Je veux avec la même énergie réglementer le parc privé pour **lutter contre la spéculation**, en généralisant l'encadrement des loyers et avec des mesures de maîtrise du foncier.

Nous avons également la responsabilité d'adapter nos bâtiments au réchauffement climatique et de décarboner ce secteur : nous y arriverons par des règles et des investissements !

J'en viens à l'indispensable éducation et formation pour l'émancipation humaine. Après la massification de notre système éducatif, l'enjeu est l'élévation du niveau pour toutes et tous. Aujourd'hui, le terrain est laissé aux logiques sélectives. Je veux sortir de cette méritocra-

tie brandie pour masquer le capital social et culturel de départ de ceux qui engrangent les diplômes. Ma priorité, c'est la réussite de celles et ceux qui ont le plus besoin de l'école.

Je propose un nouveau système de financement fondé sur un indicateur : l'Indice de Position Sociale (IPS), pour que les établissements les plus défavorisés soient mieux soutenus et que le privé cesse d'être massivement financé par le public, et ce indépendamment même aujourd'hui de la situation sociale des parents des élèves. Je veux aussi revenir sur la limitation drastique des enseignements généraux dans l'enseignement professionnel, soit 30% des lycéens, et sur la suppression d'une année entière de formation avec la fin du BEP. Et assurer l'accès égal à une formation de niveau Bac+3, avec une allocation étudiante universelle.

Pour être libres, nous avons aussi besoin de mobilité. Développer les offres de transports les moins polluants, partout : là est notre défi. Je veux investir dans le rail en cessant de le vendre au privé, développer massivement les transports en commun du quotidien, et les rendre moins chers, en visant la gratuité dans les grandes villes. Et je porte une autre proposition : assurer une offre de leasing social, accessible financièrement, de voitures électriques légères pour les habitants des zones rurales et périurbaines. Il nous faut aussi encourager le co-voiturage, limiter le trafic aérien et mettre en œuvre un grand plan vélo, qui est bon pour le climat et la santé !

Je l'ai dit et je le redis : les arts et la culture doivent avoir une place de choix dans notre société. Parce que nous sommes des êtres sensibles et que l'émancipation

humaine passe par le partage des émotions et des récits, des images et des mots, des rires et des larmes. Je proposerai d'inscrire l'exception culturelle française et la liberté de création dans notre Constitution, de sacraliser le « 1% » budgétaire pour la culture ou encore de développer des Maisons d'arts et de culture, dédiées à la démocratisation et décentralisation de ce secteur.

Je ne développe pas ici sur **le sport et les loisirs** mais je les juge tout aussi essentiels à nos vies. Comme d'avoir accès, partout, à des espaces de sociabilités, pour lutter contre l'isolement et se nourrir d'échanges humains.

Savoir ce dont nous avons besoin est en réalité une question bien plus complexe qu'il n'y paraît. Cela suppose un haut niveau de débat démocratique. Mais une chose est sûre : c'est à nous, et non au marché, de définir nos besoins et de nous organiser pour y répondre.

LE SENS DE L'EMPLOI, DONT ON VIT DIGNEMENT

Ce que nous devons faire fructifier, ce sont les capacités humaines. Le travail n'est pas un coût : c'est une richesse. À condition qu'il nous permette de produire ce dont nous avons réellement besoin et qu'il contribue à ce que chacune, chacun, puisse en vivre dignement. Je veux que le partage de la valeur se redirige vers les travailleuses et les travailleurs, vers celles et ceux qui produisent des richesses. Et mettre fin à leur accaparement par les rentiers.

Or de nos jours, les revenus du capital augmentent plus vite que ceux du travail. Cette situation est inacceptable parce qu'injuste, démotivante et anti-démocratique. Je veux l'augmentation des salaires et de tous les revenus du travail, ce qui commence par un SMIC nettement réhaussé, un substantiel dégel du point d'indice pour les fonctionnaires et des négociations collectives. **Cette bataille pour la hausse des salaires, j'entends la mener aussi pour la part socialisée**, c'est-à-dire celle investie directement dans la solidarité et les sécurités collectives avant tout mécanisme de redistribution. Là réside une part essentielle de la satisfaction de nos besoins.

Je ne défends pas la « valeur travail », que je laisse aux droites qui se satisfont de l'exploitation pour servir le productivisme et la loi du profit. Je défends la valeur du travail.

Il nous faut également revoir l'échelle des salaires pour en diminuer les écarts et mieux rémunérer les personnes dont les emplois sont utiles à l'intérêt général, et les métiers à forte pénibilité.

Combattre la précarisation croissante des statuts des travailleuses et travailleurs est également indispensable. Cela suppose de modifier le Code du travail pour élever les protections au lieu de les voir sans cesse dimi-

nuer. Il faut en finir avec le CDD comme nouvelle norme du contrat de travail, le retour du travail à la tâche, le démantèlement de l'inspection ou de la médecine du travail.

La démocratie en entreprise est un enjeu majeur pour sortir de la subordination et de l'exploitation, et

mieux relever les défis de notre temps. **Je veux donner davantage de pouvoir aux salairé.es**, qui sont particulièrement bien placés pour avoir un avis pertinent sur ce qui concerne leur quotidien comme sur la stratégie de leur entreprise.

Je propose qu'un temps d'échange soit rendu obligatoire dans les entreprises, chaque mois, sur l'organisation du travail. Et que les salariés aient formellement davantage de droits sur les grandes orientations prises par leur entreprise.

Le sens des emplois est aujourd'hui massivement interrogé, notamment chez les jeunes générations. Je ne défends pas la « valeur travail », que je laisse aux droites qui se satisfont de l'exploitation pour servir le productivisme et la loi du profit. Je défends la valeur du travail. Je veux que nous redonnions des objectifs communs à la production, et donc du sens et de la valeur à la part de notre travail qui est rémunérée. L'emploi doit nous permettre de bien vivre et de contribuer à la vitalité de notre société. Et je veux que nous reconnaissons dans notre richesse la masse considérable de travail réalisé en dehors de l'emploi.

La vie meilleure, c'est enfin la réduction du temps de travail rémunéré. Et ce combat aussi, j'ai bien l'intention de le mener.

L'ÉTAT POUR NOUS



Le poisson pourrit par la tête.

Malgré des millions d'agents de la fonction publique dévoués et épris de bien commun, des hospitaliers qui donnent tout aux enseignants qui tiennent bon, avec des conditions de travail toujours plus tendues, l'État est en train de s'effondrer.

Devenu esclave des lois des marchés, l'État s'est dépossédé de ses savoir-faire et de sa capacité à améliorer nos vies. À rebours des principes républicains, il encourage le séparatisme d'une minorité de très privilégiés, qui font désormais ouvertement sécession. Il fait la part belle aux multinationales, au détriment de notre tissu économique de proximité et de notre souveraineté. Il favorise la marchandisation accélérée.

Cet effondrement de l'État, les droites le souhaitent plus violent encore. Les cures d'austérité budgétaire, la réduction du nombre de fonctionnaires et la prétendue supériorité du privé font partie de leurs obsessions. Le trumpisme pousse un cran supplémentaire dans cette volonté destructrice de l'État, qui va de pair avec la haine de la démocratie et la jouissance des dominants. L'image du

président argentin, Javier Milei, avec sa tronçonneuse pour couper dans la dépense publique, en est un symbole marquant.

Dans ce contexte, je veux défendre un État qui se donne, qui nous donne, les moyens d'agir pour la transformation sociale et écologiste.

Ce que je vise, c'est la souveraineté, à tous les échelons. Mais entre une Union européenne aujourd'hui dans l'impasse et des échelons locaux maltraités par des décennies de sabre budgétaire, le cadre national est décisif. C'est à l'État d'assurer un pilotage démocratique, une cohérence d'ensemble et une efficacité dans l'action.

Mon idée n'est pas que l'État fasse tout lui-même, ni qu'il pilote du haut vers le bas. Réformé, il doit contribuer à la mise en mouvement de la société pour servir les besoins humains et nous protéger face à une mondialisation du « libre-échange » qui détruit les économies locales.

Cette action de l'État, je la veux presque chirurgicale dans sa mise en œuvre, c'est-à-dire au plus près des nécessités et des territoires. C'est donc en lien étroit avec les acteurs publics locaux et les entreprises privées tournées vers l'intérêt commun que l'État doit engager les transformations. Oui, les collectivités locales, l'économie sociale et solidaire, les petites et moyennes entreprises ou encore les comités citoyens ont vocation à être les partenaires privilégiés de cet État repensé dans ses finalités et ses méthodes d'action.

L'État garantira une vie meilleure si son sommet est irrigué par l'esprit public. Et s'il s'attèle à dégager de nou-

velles marges de manœuvre, notamment budgétaires sur la base de la justice fiscale et de la fin de la « politique de l'offre ». C'est ainsi qu'il contribuera à nous projeter dans l'avenir, en préparant les grandes mutations au lieu de les subir.

L'ESPRIT PUBLIC AUX COMMANDES

Aujourd'hui, l'État n'est plus animé et organisé pour défendre l'intérêt commun. **Une petite caste, dont Emmanuel Macron est l'incarnation suprême, a pris le pouvoir pour se servir, et non plus servir l'État.** Les pantoufles et rétro-pantoufles comme le recours à des cabinets de conseil privés pour définir les politiques publiques signent ce dépérissement de l'État.

Les repères entre le public et le privé ont été volontairement brouillés. Une idée s'est installée au fil du temps : le privé ferait mieux que le public. Si l'on cherche la rentabilité, cela s'entend. Mais si l'on vise la satisfaction des besoins authentiques, avec l'ambition de l'égalité, le public est nettement mieux-disant ! Nous le savons depuis la privatisation du rail sous Margaret Thatcher qui, en raison du fiasco, a conduit à une renationalisation. Nous l'avons récemment vu en France avec le scandale des Éhpads.

Les privatisations ont conduit à une offre de moins bonne qualité, plus chère, sélective et sans maîtrise démocratique. Ne plus avoir d'outil monétaire, avoir vendu les « bijoux de famille » que sont notamment les fleurons industriels, rend l'État moins fort pour intervenir dans l'économie.

Aujourd'hui, le consentement à l'impôt est menacé : une majorité de Français ont le sentiment d'en payer toujours plus, pour en avoir toujours moins. C'est pourquoi je porte une grande réforme fiscale.

La sous-traitance et le recours massif à des contrats précaires ne peut pas être la voie pour la sphère publique. Le statut des fonctionnaires, qui subit une offensive permanente, est une garantie pour les salariés mais aussi pour notre fonctionnement démocratique. Nous devons en préserver le principe. Et, je l'assume, embaucher davantage de fonctionnaires pour répondre aux besoins grandissants de la population.

Je veux mettre fin à l'hémorragie de tous ces services publics privatisés, totalement ou partiellement, et en créer de nouveaux. Je pense par exemple au service public de l'eau ou à une offre publique funéraire. J'imagine aussi un grand service public de la petite enfance et un autre du grand âge. Étendre le commun est une condition de progrès humain.

Je veux que l'État cultive en son sein l'esprit public. Cela suppose notamment de réformer les écoles de la haute fonction publique, de mieux encadrer les allers-retours entre le privé et le public, d'élever le nombre et le niveau des hauts cadres pour ne pas se laisser distancer par les grands groupes économiques, dont les activités de lobbys se font toujours plus pressantes, avec leurs batteries de techniciens et d'avocats.

Les dysfonctionnements de l'État ne sont pas seulement liés à une baisse des moyens humains et financiers. Des normes issues du privé qui s'abattent en premier lieu sur ses agents, avant de lessiver tant d'espoirs et d'énergies citoyennes et professionnelles, édictent des modalités d'organisations du travail incompatibles avec le bien-être et l'efficacité des agents publics. **Il faut en finir avec la culture du « new public management »** (obsession du *reporting*, démultiplication des N+1 éloignés du terrain, individualisation des tâches, etc.).

LA JUSTICE FISCALE

Refonder l'État suppose de lui redonner de l'air budgétaire et de sortir du chantage à « la dette, la dette, la dette ». Nos finances publiques sont aujourd'hui dans le rouge vif, et cela ne nous permet même pas de vivre mieux, ni d'investir dans l'avenir. Nous nous endettons pour une politique de l'offre qui ruisselle... vers le haut ! Notre système fiscal est impuissant à mettre à contribution ceux qui ont le plus, et dont la richesse atteint des sommets toujours plus indécents.

C'est pourquoi **une grande réforme de la fiscalité est l'une de mes grandes priorités.** Elle vise plus d'égalité, de justice, et la collecte de moyens pour la vie meilleure.

Or aujourd'hui, le consentement à l'impôt est menacé : une majorité de Français ont le sentiment d'en payer toujours plus, pour en avoir toujours moins. Et pour cause...

Les milliardaires paient deux fois moins d'impôts, en proportion de leurs revenus, que le reste de la population. Leur fortune a explosé ces dernières années : +500% entre 2010 et 2024 ! Il en est de même pour les grandes entreprises, qui paient nettement moins d'impôts que les TPE/PME en proportion de leur chiffre d'affaires mais versent à leurs actionnaires toujours plus de dividendes : 73 milliards d'euros en 2024, soit une hausse de 8,5% par rapport à 2023 !

Le point de départ de toute réforme fiscale d'ampleur est de s'assurer que les très hauts patrimoines et les grandes entreprises paient leur juste part d'impôts.

La taxe Zucman, proposition que j'ai faite émerger à l'Assemblée nationale en février 2025 avec ma collègue Éva Sas, doit en être la première pierre.

L'urgence est aussi de mettre en œuvre la juste taxation des multinationales, qui contournent l'impôt sur les sociétés en délocalisant près de 40% de leurs bénéfices dans les paradis fiscaux. C'est pourquoi je propose que la France assure une taxation minimale des multinationales à 25%, en taxant leur « déficit fiscal² » mondial, ce qui permettra d'aligner leur taux d'imposition sur celui auquel sont imposées nos entreprises en France.

La réforme que je veux conduire sera beaucoup plus vaste : davantage de progressivité de l'impôt sur le revenu en instaurant 14 tranches de revenu au lieu de 5 ; impôt progressif sur les sociétés ; fin de la *flat tax* mise en place

2. Le déficit fiscal correspond à la différence entre l'impôt que devrait acquitter la multinationale au niveau mondial si ses bénéfices étaient taxés à 25%, et l'impôt effectivement acquitté. C'est le manque à gagner fiscal pour les États au niveau mondial. Sur ce déficit fiscal, la France est légitime de lever la part d'impôt qui lui revient, c'est-à-dire le ratio du chiffre d'affaires de l'entreprise réalisé en France, sur son chiffre d'affaires mondial.

par Emmanuel Macron qui favorise les revenus du capital ; diminution drastique des niches fiscales... J'en ajoute ici une, plus innovante : la refondation de la taxe foncière, dont s'acquittent environ 60% des ménages, pour la baser sur la valeur du patrimoine immobilier net de dettes. Objectif ? Réduire les inégalités entre les héritiers et ceux qui n'ont que leur force de travail.

Le temps est aussi venu d'ouvrir le débat sur l'héritage, en proposant des mesures fortes pour réduire les inégalités liées aux droits de succession. Car l'héritage pèse de nos jours bien plus que le travail dans la constitution du patrimoine : la France est redevenue une société d'héritiers.

Cette bataille commence par la démystification de l'héritage auquel les Français se disent très attachés. Qui sait que 80% d'entre eux ne paient aucun droit de succession ? Réformer l'héritage, c'est donc d'abord mettre à contribution les plus favorisés. D'ici à 2040, 9 000 milliards d'euros de patrimoine seront transmis par héritage. Mon projet, c'est que ces super-héritages contribuent au bien commun.

PLANIFIER POUR TRANSFORMER

L'État épouse désormais le rythme des marchés - rapidité et immédiateté du rendement. Il a perdu toutes capacités à anticiper et organiser dans le temps les transformations nécessaires. En un mot : à planifier.

Les exemples sont multiples de cette incompétence de l'État. Le climat en est le terrain le plus édifiant. Mais des choses aussi simples à prévoir que le besoin en places

dans l'enseignement supérieur pour les étudiants n'a, par exemple, pas su être préparé. Le boom des naissances dans les années 2000 aurait dû conduire l'État à investir pour offrir suffisamment de places au lieu de créer la machine à sélection Parcoursup, et de jeter les jeunes et leurs parents dans l'angoisse et les bras du privé.

Un État-stratège doit se donner des objectifs, et les moyens de les atteindre. Je formule ici deux grandes ambitions qui sont en réalité profondément imbriquées : la bifurcation écologiste et la réindustrialisation.

Je veux faire de la France et de l'Europe un modèle au niveau mondial de la bifurcation écologiste.

Cet été, nous avons appris qu'atteindre l'objectif fixé par l'accord de Paris – limiter le réchauffement climatique à 1,5° C – était désormais impossible, en raison de l'incapacité collective des pays à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Le climato-scepticisme qui vire au climato-négationnisme et l'extractivisme outrancier qui se déploient à l'échelle planétaire renforcent notre urgence à agir.

Cette bifurcation suppose de s'atteler à la fois au développement massif des énergies renouvelables, à des transformations profondes dans les secteurs du bâtiment, des transports et de la production alimentaire, à développer une culture commune du suffisant au lieu du tout-jetable et de l'encouragement du consumérisme, ou encore à favoriser les circuits courts et le réemploi.

À l'heure où nos finances publiques sont en souffrance, nous devrions voir les bénéfices financiers d'un engagement sans plus tarder dans cette bifurcation.

Je veux faire de la France et de l'Europe un modèle au niveau mondial de la bifurcation écologiste.

Certes coûteux à court terme, ces investissements seront très largement rentables à moyen et long terme. La rénovation thermique complète d'un logement permet de diviser par deux la facture pour se chauffer. L'alternative à la voiture diminue les émissions de gaz à effet de serre, et donc les dégâts à réparer. Une alimentation saine abaisse les coûts en matière de santé. **Si la transition éco-**

logiste est bien réalisée, elle dégagera du pouvoir vivre pour les Françaises et les Français.

Cette bifurcation sera juste, et source de redistribution, via une fiscalité renforcée sur les plus aisés – qui émettent bien plus de CO2 par leur train de vie mais aussi par leur détention d'actifs financiers. Cette fiscalité viendra financer les subventions à l'achat de pompes à chaleur, voitures électriques, ou la rénovation thermique des logements des ménages les plus précaires.

Enfin, cette bifurcation sera source de souveraineté pour la France et l'Europe : le développement des énergies renouvelables réduira notre dépendance au pétrole et au gaz étranger.

Mon autre grande priorité, c'est la réindustrialisation. **Il n'est pas acceptable que l'État soit inerte devant des entreprises d'utilité commune qui ferment les unes**

après les autres parce que les actionnaires veulent plus de profits et délocalisent ! La carte des emplois industriels en danger en France fait froid dans le dos. **Nous devons stopper cette hémorragie et relancer la production industrielle sur notre territoire !**

Des outils légaux, existants et à créer, doivent permettre de parer à l'urgence : nationalisation et création de nouvelles formes de propriété publique (État, collectivités, entreprises publiques, collectifs de salariés voire de citoyens...), encouragement des reprises par les salariés en coopérative, sanctions économiques pour les grands groupes qui font du dumping social et environnemental...

Les aides publiques (subventions, allègements d'impôts, exonérations de cotisations sociales...) constituent un autre levier essentiel d'une stratégie industrielle. Il a fallu attendre la récente commission d'enquête sénatoriale³ sur le sujet pour connaître leur montant stratosphérique : 211 milliards d'euros en 2023 versés aux entreprises, quasiment sans aucun contrôle, ni contreparties. Et nous savons que nombre d'entre elles – comme le crédit impôt recherche – n'ont aucune efficacité économique. Du gâchis, pur et simple. **Il nous faut une stratégie dans l'affectation de ces aides publiques pour orienter l'économie.** Pour piloter et non saupoudrer. L'État stratège supprimera les aides inefficaces et délétères pour nos finances publiques, et fléchera les autres vers les entreprises qui respectent des critères sociaux et environnementaux.

Notre stratégie industrielle doit également avoir de grands objectifs, des cibles. **La France doit-elle briller**

3. Emmenée par mon collègue communiste Fabien Gay, ainsi que le sénateur LR Olivier Rietmann.

pour son industrie du luxe et de l'aérospatial ? Je pense qu'elle peut aussi rayonner par ses industries de pointe porteuses de sens. La bifurcation écologiste est un premier axe majeur pour doper notre industrie. Soutenir les secteurs hautement stratégiques, comme le médicament, en est un autre. À l'échelle européenne, **je propose un « Airbus du médicament », non financiarisé, qui permettrait de sécuriser les approvisionnements, notamment de génériques, et de ne plus dépendre de la Chine ou des États-Unis en la matière. Je suis également convaincue qu'investir dans une industrie alimentaire durable, de qualité, peut devenir un autre point fort pour la France de demain.** Ces trois grandes priorités ne sont pas pour solde de tout compte. Produire de l'acier en France est indispensable. Assurer le maintien d'entreprises, dans le textile ou l'ameublement, qui font vivre des territoires entiers, relève également de notre responsabilité.

Enfin, **s'emparer du numérique pour ne pas laisser des les GAFAM dévorer nos vies est vital.** Les grandes entreprises du numérique qui évitent l'impôt et ne respectent pas nos principes démocratiques doivent se voir refuser l'accès à nos marchés. Allons-nous continuer à être passifs devant l'utilisation de l'IA qui, si elle peut être utile pour certaines tâches, accapare tant de ressources naturelles, menace la qualité des emplois et nos libertés ? C'est bien d'une maîtrise publique dont nous avons besoin pour réguler ses usages. Là aussi, nous avons besoin d'un État-stratège.

SÉCURISER NOS VIES

A stylized illustration of various flowers, including a large daisy-like flower, a smaller daisy, and a rose, rendered in white and light orange outlines against a solid orange background.

L'insécurité, qui n'est pas qu'un sentiment, nous empoisonne la vie, nous malmène, nous violence. Elle doit être combattue.

Mais de quoi parle-t-on ?

Loin des fantasmes et des boucs-émissaires d'une société qui abaisse les droits et fait de la possession une valeur maîtresse, **la sécurisation de nos vies suppose d'élever les protections sociales et environnementales, de faire reculer les violences et discriminations.** Et de sortir nos imaginaires du virilisme et de la xénophobie, de l'argent-roi et de la prédation.

Réduire l'insécurité, ce n'est pas accroître la haine des arabo-musulmans et des étrangers, ni s'en remettre seulement à la police et durcir à l'infini les lois répressives. Ce n'est pas non plus s'en prendre aux jeunes délinquants des quartiers populaires mais ne rien voir de la criminalité en col blanc, ou encore mettre à terre l'État de droit et nos libertés sous surveillance.

Réduire l'insécurité, ce n'est pas accroître la haine des arabo-musulmans et des étrangers. C'est organiser la société pour qu'elle nous protège et prendre le mal à la racine.

Car l'insécurité, elle est dans les maisons et dans l'emploi, dans les assiettes et dans les têtes. C'est la précarité des revenus et du logement. C'est l'affaiblissement du code du travail et les morts au travail. C'est l'impact des perturbateurs endocriniens sur notre santé et les services d'urgences saturés. C'est le narcotrafic et le proxénétisme. C'est la bureaucratie qui déshumanise

et les violences policières. C'est le racisme et le sexisme. C'est l'isolement et le manque de soins psychologiques. C'est la crise de l'accueil des migrants et les méfaits d'un monde où la loi du plus fort et l'obscurantisme prennent toujours plus de terrain.

Sécuriser nos vies suppose donc d'organiser la société pour qu'elle nous protège, dans tous les domaines.

RENFORCER LES PROTECTIONS SOCIALES

Pour commencer, il nous faut davantage de protections sociales face à la précarité et aux accidents de la vie. Là encore, plus le chacun pour soi et la marchandisation progresseront, plus nous augmenterons l'insécurité

face aux risques multiples que nous encourons à un moment ou un autre dans nos vies, risques qui touchent en premier lieu les plus fragiles d'entre nous.

Contre les discours et les actes visant les prétendus « assistés », **je veux augmenter les filets de sécurité pour éviter le basculement dans la pauvreté et accompagner les vulnérabilités.** Cela relève de la solidarité et du progrès humain. C'est aussi une condition pour sécuriser toutes les vies et que notre société soit plus apaisée.

Nous devons déjà **mener la bataille contre le non-recours aux droits.** 34% des personnes éligibles au RSA ne le touchent pas, faute d'en avoir fait la demande. C'est 30% pour l'assurance chômage et... 50% pour le minimum vieillesse ! Au lieu de mettre tant d'argent et d'énergie dans la lutte contre la fraude sociale, et pas celle des ultra-privilegiés, de stigmatiser et traquer les chômeurs et allocataires sociaux en partant du principe que ce sont des feignants, je veux que nous les aidions, que nous leur permettions de ne pas sombrer dans l'extrême pauvreté et de se réinsérer. Car non, il ne suffit pas de traverser la rue pour trouver un emploi !

Augmenter les minimas sociaux fera reculer la pauvreté et abaissera la pression des employeurs sur les salaires et conditions de travail.

Je suis également favorable au développement de dispositifs de type « territoire zéro chômeurs », dont le nom n'évoque pas correctement, à mon sens, la puissance de l'expérience. Il s'agit de proposer un emploi à des personnes en grande fragilité sociale, à un rythme de travail qui leur est adapté, et de réaliser des tâches utiles

sur un territoire donné⁴. C'est l'occasion de reprendre de la confiance en soi tout en développant des services dont la population a besoin. **L'économie sociale et solidaire, qui s'occupe de nombre de chantiers d'insertion, doit être massivement soutenue dans cette voie**, et non dévitalisée par une baisse continue des aides de l'État leur permettant de prendre en charge les publics les plus éloignés de l'emploi.

Repenser les périodes de chômage comme des moments où l'on peut se former et reprendre du souffle serait une belle révolution. **C'est vers une sécurité sociale professionnelle qu'il nous avancer.** Ce nouveau statut du salarié, de la salariée, permettrait de créer de la continuité entre salaire, indemnité et pension, de garantir de la continuité dans les avantages conquis au cours d'une vie professionnelle et de mieux pouvoir alterner les périodes d'emploi et de formation.

La retraite est également un enjeu majeur pour sécuriser nos vies. Comme l'écrasante majorité des Françaises et Français, je me suis opposée à l'âge légal porté à 64 ans, au mépris de la démocratie. **Mon horizon, c'est la retraite à 60 ans, pour que nous puissions bénéficier des meilleures années de ce temps de la vie.**

La loi de 2023 doit être abrogée, et la logique inversée : le financement des retraites suppose une nouvelle répartition des richesses. Je refuse la fatalité de ce refrain tant asséné : « on vit plus longtemps, donc on doit travailler plus longtemps ». Je défends le progrès. Et les solutions sont là : soumettre les revenus financiers à co-

4. Je précise qu'il ne s'agit pas pour moi de remplacer les services publics qui disparaissent !

tisations, augmenter les taux de cotisation retraites de 2 points en répartissant entre salariés et employeurs, réhausser les salaires, comme je le propose, ce qui génèrera mécaniquement plus de cotisations, assurer l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, ce qui produira mécaniquement une hausse des cotisations retraites... Oui, nous pouvons sauver notre système retraite de la prédation annoncée des assureurs privés, partir plus tôt et garantir un meilleur niveau des pensions.

Au lieu de détruire les conquêtes du Conseil National de la Résistance, à commencer la par la sécurité sociale, imaginons-en de nouvelles ! Je prends un exemple qui me tient à cœur : la Sécurité Sociale de l'Alimentation, qui viendrait enrichir la sécurité sociale existante du droit à se nourrir de manière saine. Concrètement, chacun cotiserait selon ses moyens, et une somme - par exemple de 100 ou 150 euros par mois - serait versée sur la carte vitale pour des dépenses d'alimentation fléchées chez des professionnels conventionnés par des caisses. Ces dernières fonctionneraient sous forme de comités citoyens, constitués sur un bassin de territoire, et auraient pour objectif de favoriser les circuits courts, les produits de qualité, et une juste rémunération des producteurs et productrices.

Face aux catastrophes engendrées par le dérèglement climatiques, telles que les inondations ou les incendies, le système des assurances privées conduit à une explosion des prix des cotisations. Si nous voulons de l'égalité dans la prise en charge et assurer les risques sans se ruiner, nous avons là aussi besoin de mutualiser, d'accroître la couverture sociale.

AGIR CONTRE TOUTES LES VIOLENCES

Pour sécuriser nos vies, il faut faire reculer la violence, toutes les violences. C'est mon combat intime et politique. Ma conviction, c'est que **nous devons agir à la racine du mal, et non focaliser notre attention et nos moyens sur la seule répression, c'est-à-dire une fois que le mal est fait.** La naïveté est de croire qu'en durcissant toujours plus les peines, en mettant de la vidéosurveillance partout et des murs à nos frontières, nous pourrions résorber l'insécurité.

Les violences s'imbriquent aux mécanismes de domination et d'oppression. C'est pourquoi les personnes les plus vulnérables, en raison de leur appartenance de genre, leur classe sociale, leur origine ou leur situation de handicap en sont les premières victimes. **Agir contre les inégalités et les discriminations fait donc partie des solutions contre l'insécurité.** Je propose de créer un Commissariat à l'égalité, avec un Observatoire des discriminations pour mesurer et suivre les inégalités, avec un pouvoir pour enquêter.

Faire reculer les violences, c'est prendre en charge sérieusement le combat contre les violences sexistes et sexuelles, dont la déferlante #MeToo a mis à jour la dimension de masse. Ce combat contre les VSS doit être une priorité nationale, et pas seulement dans les discours ! Car il exige des actes. Or les politiques publiques n'ont pas suivi le mouvement de la société.

Il nous faut d'urgence une loi-cadre contre les violences faites aux femmes, qui comportera de sérieux en-

gagements financiers, sur le modèle de ce qui s'est fait en Espagne et a fait ses preuves. Aux violences sexistes et sexuelles, aux féminicides, s'ajoutent les violences économiques auxquelles les femmes font face à toutes les étapes de leur vie, et notamment lors des séparations. Mieux les accompagner, c'est sécuriser leur vie.

Faire reculer les violences, c'est **investir dans la protection de l'enfance, sans cesse attaquée alors qu'elle doit faire l'objet d'un soutien public sans failles.** La maltraitance dès le plus jeune âge est un drame humain qui nous concerne toutes et tous, pour des raisons d'humanité et pour les graves répercussions en chaîne qu'elle engendre. Les personnels et les associations qui font vivre l'aide sociale à l'enfance doivent être mieux prises en compte. Et la législation a vocation à donner davantage de droits aux enfants de l'ASE.

Faire reculer les violences, c'est **changer la situation des secteurs psychiatriques et psychologiques, aujourd'hui totalement saturés.** Parce que la souffrance mentale est une violence. Et parce que ne pas prendre en charge les pathologies, c'est potentiellement nous mettre en danger, individuellement et collectivement, comme nous le voyons dans nombre de cas d'attentats. Le dépistage précoce est une clé de réussite.

La santé mentale des jeunes, aujourd'hui alarmante, mérite une attention et des investissements de toute urgence.

Faire reculer les violences, c'est aussi **réformer notre police républicaine.** Je veux que les policiers soient plei-

nement des gardiens de la paix, avec un lien de confiance retrouvé entre la police et la population.

C'est pourquoi **nous devons rebâtir une police de proximité**, c'est-à-dire attribuer un fonctionnaire ou une équipe à un territoire déterminé, avec des policiers connus des habitants, travaillant avec les élus, les bailleurs, les associations. Ainsi nous diminuerons les contrôles incessants au faciès et les courses poursuites dangereuses. Et nous abaisserons la tension dans les quartiers populaires.

En même temps, je veux **en finir avec les violences policières, qui s'appuient sur l'impunité dont la hiérarchie administrative et politique fait honteusement preuve**. Je souhaite notamment créer un organe de contrôle indépendant ainsi qu'un service judiciaire spécialisé dédié aux violences policières et modifier les pratiques de maintien de l'ordre, en s'inspirant de modèles existants dans d'autres pays.

Je suis enfin inquiète du mal-être croissant et des taux de suicides particulièrement élevés dans la police. **S'occuper du bien-être des policiers, c'est aussi contribuer à nous sécuriser**. Il faut en finir avec la politique du chiffre, qui conduit à des priorités absurdes du point de vue de l'intérêt général, et l'immense pression mise par la hiérarchie.

Faire reculer les violences, c'est **agir avec méthode et sérieux contre le narcotrafic**. Élu(e) d'un territoire de Seine-Saint-Denis où se situe une grande plaque tournante de la drogue, c'est un sujet que je connais bien. Et il n'y a plus de doute : la réponse centrée sur le volet répressif est une impasse, notamment parce que la prison fait tristement

partie du parcours des dealers, elle est intégrée à leur activité pour renforcer les réseaux et ne les désincite en rien. **Je propose donc de nous attaquer à l'argent du narcotrafic, en donnant davantage de moyens aux parquets et aux enquêtes de blanchiment d'argent.**

En urgence, je veux aussi protéger les habitants des quartiers concernés : il faut anonymiser les signalements sur des plateformes sécurisées, sécuriser les halls d'immeubles, accompagner les familles touchées.

En même temps, l'État doit investir, massivement et au long cours, dans nos quartiers populaires. Car quel avenir proposons-nous aux jeunes de ces territoires quand les services publics disparaissent, que l'école n'a pas les moyens de tenir sa promesse d'égalité, que les logements sont indignes, que le racisme et les discriminations s'ancrent ?

Une politique de santé publique est également indispensable. Prévenir les pratiques addictives, c'est sécuriser la vie de celles et ceux qui sombrent dans la drogue et assécher la demande. Cela suppose des lieux et des professionnels pour accompagner les personnes dépendantes et de grandes politiques de prévention.

Faire reculer les violences, c'est enfin **donner à la justice les moyens de son action**. Notre système judiciaire est particulièrement sous-doté : nous dépensons

Contre le narcotrafic, la réponse centrée sur le volet répressif est une impasse, notamment parce que la prison fait tristement partie du parcours des dealers.

moins, par an et par habitant, que l'Espagne, l'Italie ou l'Allemagne, qui dépense deux fois plus que nous ! Conséquence concrète : les délais de traitement judiciaires, déraisonnablement longs, laissent des milliers de nos concitoyens dans l'attente d'un jugement. Nous avons donc besoin de former et de recruter des magistrats ainsi que des auxiliaires de justice. Nous devons également mettre fin à la logique du tout répressif inefficace qui ne facilite pas la réinsertion. Et je veux ouvrir le débat sur les alternatives à la prison pour la petite délinquance. Les peines doivent être plus adaptées aux profils concernés - je pense aux petits délinquants, que nous devons accompagner dans leur réinsertion.

Enfin, **faire reculer les violences, c'est assurer l'accueil des migrants.** Je n'accepte pas que la fraternité, principe fondateur de notre République, se meurt dans la mer Méditerranée, devenue un grand cimetière avec notre incapacité à sécuriser des vies humaines. La haine des migrants, qui se traduit pour eux en violences concrètes toujours plus grandes et légales, ne nous conduira qu'au déshonneur et à la guerre civile. **L'extrême droite veut résorber la « crise des migrants », moi je veux résoudre la crise de l'accueil.** Parce que c'est un devoir d'humanité. Et aussi une nécessité économique et démographique. Sous la pression patronale, même Giorgia Meloni a dû régulariser 500 000 migrants !

La France s'est enrichie des vagues migratoires successives. Et nous savons qu'aucun mur aux frontières, pas même celui au Mexique, n'arrête les personnes qui fuient la guerre et la misère. Nous sécuriser, c'est construire les moyens de l'accueil et de l'insertion des migrants. C'est aussi augmenter le budget de l'aide au développement

au lieu de le réduire et œuvrer pour un monde qui partage les richesses et les ressources.

Voilà le sens de la politique publique que je veux conduire, à rebours des lois qui se sont empilées – une tous les deux ans ! – et n'ont fait qu'augmenter la xénophobie et la violence : arrêter de traquer et repousser les migrants, leur permettre d'accéder à leurs droits, mettre en place des dispositifs d'accompagnement, régulariser celles et ceux qui travaillent sur notre territoire, accompagner le regroupement familial. **En affirmant une tout autre voie, une tout autre logique, nous combattons le RN. Pas en lui courant après ou en en rabattant.**

APAISER LA CONVERSATION PUBLIQUE

Parmi les facteurs d'insécurité, il y a le débat public. Nous n'arrivons plus à débattre à partir de faits partagés, objectivés, ce qui contribue à mettre la démocratie en danger. Et la violence est aujourd'hui omniprésente dans la conversation publique, ce qui nuit aux individus comme à la société.

Je considère comme une urgence la conduite de réformes pour apaiser et élever le niveau du débat public.

En premier lieu, il nous faut agir pour le pluralisme, aujourd'hui gravement menacé, et réguler la conversation publique à l'ère des réseaux sociaux. C'est aussi en œuvrant contre la scientophobie et tous les obscurantismes que la sphère publique retrouvera ses lumières, laïques et démocratiques. En élevant les conditions de

production et d'accès à l'information et aux savoirs, en agissant contre la post-vérité et le complotisme, je veux nous protéger de la haine et de la violence.

Une grande loi anti-concentration dans les médias doit faire partie des premières mesures d'un gouvernement de gauche et écologiste. Il n'est pas acceptable qu'une poignée de milliardaires possèdent un pouvoir aussi exorbitant sur la production de l'information que Vincent Bolloré ou Bernard Arnault aujourd'hui ! Là encore, l'État doit reprendre la main. Il faut encadrer, limiter cette concentration et garantir l'indépendance aux rédactions. Et renforcer le dispositif de contrôle de l'Arcom.

Le milieu de l'édition est également touché par cette mainmise d'une poignée d'ultra-riches qui mettent leur fortune au service d'un projet politique. Le secteur est aujourd'hui en alerte rouge devant le rétrécissement et l'orientation des publications. De la même manière, la puissance publique doit intervenir.

Assurer la qualité de l'information, c'est aussi se doter d'un meilleur service public audiovisuel public, au lieu de le détruire. Or ce n'est pas en rabaissant sans cesse ses moyens et avec de l'ingérence politique que nous y arriverons. Ce n'est pas non plus en courant après les évolutions des médias privés que nous aurons des résultats. La quête d'audiences doit se doubler de l'exigence qualitative. Pour créer un lien fort entre l'audiovisuel public et les citoyens, je propose une contribution affectée, de type redevance mais payée par tous les foyers, comme dans la majorité des pays européens.

Il n'y a pas de conversation publique sécurisée sans production de savoirs scientifiques. Or le monde de la recherche est aux abois. La liberté académique est menacée et les jeunes sont désincités à se lancer dans des doctorats de recherche. Je veux en assurer les conditions du développement de la recherche et de l'indépendance des chercheurs du public à l'égard des intérêts privés. Démocratiser les connaissances et assurer leur diffusion, c'est la condition pour que la conversation publique ne sombre pas dans la démagogie la plus crasse et l'émotion déconnectée de toute rationalité.

Un grand débat public est aussi nécessaire sur la captation de notre attention par le numérique et sur les moyens de réguler les propos tenus sur les réseaux sociaux, et en particulier de lutter contre le harcèlement. La captation de nos données est un enjeu essentiel : il n'est pas acceptable de se retrouver sans pouvoir, seuls et démunis face à la mainmise de ces nouvelles féodalités sur nos vies par le biais des machines. La publicité et les GAFAM ne peuvent accaparer nos libertés. En outre, le droit à la déconnexion, le développement des échanges humains, la lecture ou le spectacle vivant doivent être encouragés par les politiques publiques.

Enfin, je veux affirmer la loi de 1905 sur la laïcité, rien que la loi de 1905 ! Car celle-ci est fondamentalement émancipatrice. Elle respecte la liberté de conscience et la liberté de culte. Elle garantit la nécessaire neutralité de l'État et des institutions. Ainsi, croyants et non-croyants peuvent coexister. Il faut revenir à l'esprit premier de cette loi d'Aristide Briand et de Jean Jaurès, et ne pas l'instrumentaliser contre les musulmans. Chaque religion sécurise son intégrisme, heureusement minoritaire. Tous les

intégrismes doivent être combattus car ils participent de la bataille des identités, de l'assaut que mène l'extrême droite contre la démocratie et d'un engrenage qui peut conduire à la guerre civile.

La lutte contre les intégrismes religieux passe par une approche globale, combinant éducation, dialogue, prévention, action politique et engagement citoyen. Avec un principe : les lois de la République, les droits fondamentaux, l'emportent sur les dogmes religieux, qui sont des règles d'ordre privé et ne doivent donc pas s'imposer à la société.

UNE FRANCE INFLUENTE

POUR UN MONDE DE DROITS,
DE COOPERATION, DE PARTAGE



Face à la bascule du monde, je veux affirmer un alignement sur les principes du droit, de la justice, de la coopération, de la souveraineté des peuples, de la mise en commun des ressources et des richesses.

L'internationale réactionnaire et autoritaire veut imposer un ordre du monde fondé sur la loi du plus fort et la prédation. Cette offensive se traduit par une remise en cause du multilatéralisme et le retour des impérialismes. Elle est d'une extrême dangerosité pour les libertés, le progrès humain et la paix, notamment à l'heure du dérèglement climatique.

La capture insensée de Nicolas Maduro et la menace d'annexion du Groenland par Donald Trump ont cristallisé l'accélération de l'histoire. Ce tournant géopolitique s'inscrit dans un bouleversement plus global. Dévalorisation symbolique et concrète des institutions onusiennes, remise en cause des frontières, retour du jeu des puissances ont déjà ouvert la voie au génocide à Gaza ou à l'agression en Ukraine.

Le silence et la mesure des dirigeants européens devant le point de bascule opéré par Trump sont affligeants, et terriblement inquiétants. Comme si nous pouvions décidément tout avaler, de la hausse des droits de douane au bannissement du sol américain de l'ancien commissaire

européen Thierry Breton, en passant par l'organisation du G20 dans un complexe de golf de la famille Trump ou l'exclusion de l'Afrique du Sud de sa première réunion en 2026 sous présidence américaine, sans oublier la proposition de transformer Gaza en « riviéra » ou les négociations sur l'Ukraine humiliant Zelenski et les Européens.

La soumission ne peut pas être la voie de la France, ni celle de l'Europe. Ce serait l'assurance du déshonneur et de la mise en danger.

La soumission ne peut pas être la voie de la France, ni celle de l'Europe. Ce serait l'assurance du déshonneur et de la mise en danger. Nous devons opposer à Trump et à tous les néofascistes notre détermination absolue à défendre un autre ordre du monde. **Ne pas se laisser impressionner, ni vassaliser : voilà ce qui est attendu de la France et de l'Europe.**

Cela passe par **l'expression claire et nette d'un refus**. Non, nous n'acceptons pas que le monde s'organise sur la base du rapport de forces entre empires. Non, nous ne pouvons pas en revenir au XIXe siècle, et faire comme si le droit n'était qu'une vieille lune. Non, nous ne ferons pas progresser l'humanité dans la jungle de la concurrence généralisée et des guerres commerciales, avec pour hori-

zon l'accaparement des ressources par les plus forts économiquement et/ou militairement.

Tenir tête et entraîner à l'échelle internationale suppose de défendre, pied à pied, une tout autre vision du monde, fondée sur le droit et la coopération, la justice et la mise en commun. Avec cohérence. C'est pourquoi nous devons pas choisir un camp mais affirmer notre alignement sur des principes.

La situation nous enjoint à acter la fin de l'OTAN. Et donc à impulser une autre coalition diplomatique et de défense, à l'échelle européenne, reposant sur le partage de principes, à commencer par la défense du droit international. **Je parle d'échelle européenne et non de l'Union Européenne car aujourd'hui, nous partageons plus avec les Britanniques qu'avec l'Italie de Meloni ou la Hongrie d'Orban.** Ce nouveau cadre doit chercher à **nouer des liens avec des pays du Sud**, qui seront les premières victimes de la loi du plus fort et de la prédation voulues par Donald Trump, Vladimir Poutine, Benyamin Netanyahou ou encore Javier Milei.

Il est urgent de stopper l'hémorragie budgétaire de la diplomatie française et de l'aide publique au développement. La diplomatie, mise à mal depuis trente ans, est un outil d'action fondamental contre l'engrenage guerrier et pour le rayonnement de la France. Le développement des pays du Sud est aussi une condition de la paix dans le monde. C'est pourquoi nous devons élever notre contribution à leur autonomie et au mieux-être de leur population, et non préparer les investissements juteux des multinationales.

Faut-il entrer dans le jeu des puissances ? Ma conviction est que nous devons plutôt proposer un autre chemin que celui de la domination et la prédation. C'est ainsi que nous serons plus efficaces, plus influents, plus utiles.

Je n'ai aucune sympathie pour le régime de Maduro, corrompu, autoritaire, plongeant le peuple vénézuélien dans l'abîme. L'enjeu n'est pas de le soutenir mais de défendre les règles du droit international et la souveraineté des peuples.

De la même manière, la réponse de la France et de l'Europe à l'agression du Groenland ne peut pas se faire au nom de l'héritage colonial. Car l'appartenance de ce peuple à l'U.E. n'est que le fruit de la tutelle du Danemark et les Groenlandais se sont même prononcés contre l'adhésion au cadre européen en 1985. **Le Groenland ne peut avoir pour perspective soit la tutelle néocoloniale, soit la prédation trumpiste. C'est pourquoi je plaide pour une solution innovante** : un cadre juridique s'inspirant du modèle de l'Antarctique et cohérent avec nos principes. Il s'agirait de garantir l'indépendance du Groenland tout en empêchant la mainmise d'une puissance sur les immenses ressources naturelles, qui sont à la fois une source de développement pour les Groenlandais et des biens communs pour l'humanité.

Autre exemple majeur : ce n'est pas parce que nous nous opposons à l'impérialisme américain et à la théorie du choc des civilisations que nous ne devons pas être pleinement aux côtés des Iraniennes et Iraniens qui se battent contre le régime, pour leur liberté et pas uniquement pour du pain. Notre solidarité doit s'affirmer, comme notre soutien aux Ukrainiens agressés par Poutine.

L'atlantisme n'est plus de saison. Le « campisme », selon lequel les ennemis de nos ennemis (les États-Unis) sont nos amis, non plus. Le temps est venu de sortir de cette opposition historique à gauche pour repenser une doctrine émancipatrice au service de la mondialité au XXI^e siècle - terme du philosophe et poète Édouard Glissant que je fais mien, qui s'oppose à la mondialisation fondée sur la concurrence généralisée et l'uniformisation et dit la volonté de partage des richesses, des ressources, du sensible, dans le respect de la souveraineté des peuples.

La France et l'Europe, en lien avec des pays du Sud, ont vocation à ouvrir la voie de cette mondialité. Ce n'est qu'à partir de la démocratie, de la coopération et de la mise en commun que nous pourrions affronter les défis planétaires, de la raréfaction des ressources naturelles aux pandémies, de la hausse des inégalités à l'arrivée de l'IA, du pouvoir des multinationales sur nos vies à la refonte des institutions internationales.

VERS LA VI^{ÈME} RÉPUBLIQUE

A stylized floral illustration in shades of orange and white on a solid orange background. The illustration features several flowers and leaves, including a large daisy-like flower on the left, a spiky flower in the center, and a rose-like flower on the right. The lines are clean and modern, with a focus on geometric shapes and patterns.

Il n'y a pas d'autre voie pour renouer un lien de confiance entre le peuple et la politique, entre les classes populaires et les institutions, que de leur permettre de prendre leur destin en mains. **Je veux rompre avec la pratique du pouvoir monarchique permise par la V^e République.**

La crise politique que nous connaissons est une crise de régime. Elle justifie la mise en place d'une Convention citoyenne pour une VI^e République pour repenser les institutions et l'équilibre entre les pouvoirs. Ma conviction, c'est que la dépression politique ne se résorbera pas par en haut mais en donnant plus de poids aux médiations – syndicats, monde associatif, comités citoyens... – et plus de pouvoir direct aux citoyennes et aux citoyens – notamment par le biais du **RIC (référendum d'initiative citoyenne)**. La représentativité des élu.es doit également être assurée grâce à **la parité sociale** car aujourd'hui, la forte homogénéité participe de la défiance, du sentiment d'injustice et d'une moindre adhésion populaire aux poli-

tiques conduites⁵. Je propose, comme nous l'avons fait en 2001 avec la parité hommes-femmes, de rendre obligatoire la diversité socio-économique dans la composition des listes de candidates et de candidats. À la condition d'y mettre les moyens en termes de formation et d'accompagnement dans l'exercice des mandats. Je propose également d'ancrer dans notre marbre institutionnel les conventions citoyennes, en garantissant la présentation de leurs propositions devant le Parlement.

Mon ancrage féministe, qui porte la dévirilisation de la politique, est l'une des meilleures garanties d'en finir avec le pouvoir d'un seul homme au sommet de l'État. Et de mettre l'Élysée au service des aspirations populaires.

5. Souvenons-nous des 22 millionnaires sur 36 ministres dans le gouvernement Bayrou ! C'est le symbole d'une politique confisquée au service des plus riches, alors qu'il est de plus en plus difficile d'accéder aux plus hautes responsabilités politiques quand on est ouvrier ou employé. Les ouvriers et employés ne représentent qu'environ 5-10 % des députés (20% dans les années 1970), alors qu'ils constituent près de 40 % de la population active.

Sommaire

Pourquoi je suis candidate	01
Satisfaire nos besoins authentiques	10
Pas de vie meilleure sans bifurcation écologiste	12
Bâtir les conditions de la liberté	14
Le sens de l'emploi, dont on vit dignement	19
L'État pour nous	22
L'esprit public aux commandes	25
La justice fiscale	27
Planifier pour transformer	29
Sécuriser nos vies	34
Renforcer les protections sociales	36
Agir contre toutes les violences	40
Apaiser la conversation publique	45
Une France influente	50
Vers la VI^{ème} République	56

